

Dépenses en immobilisations non résidentielles et réparations, 2021 (données révisées), 2022 (données provisoires) et 2023 (perspectives)

Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est dans Le Quotidien, le mardi 28 février 2023

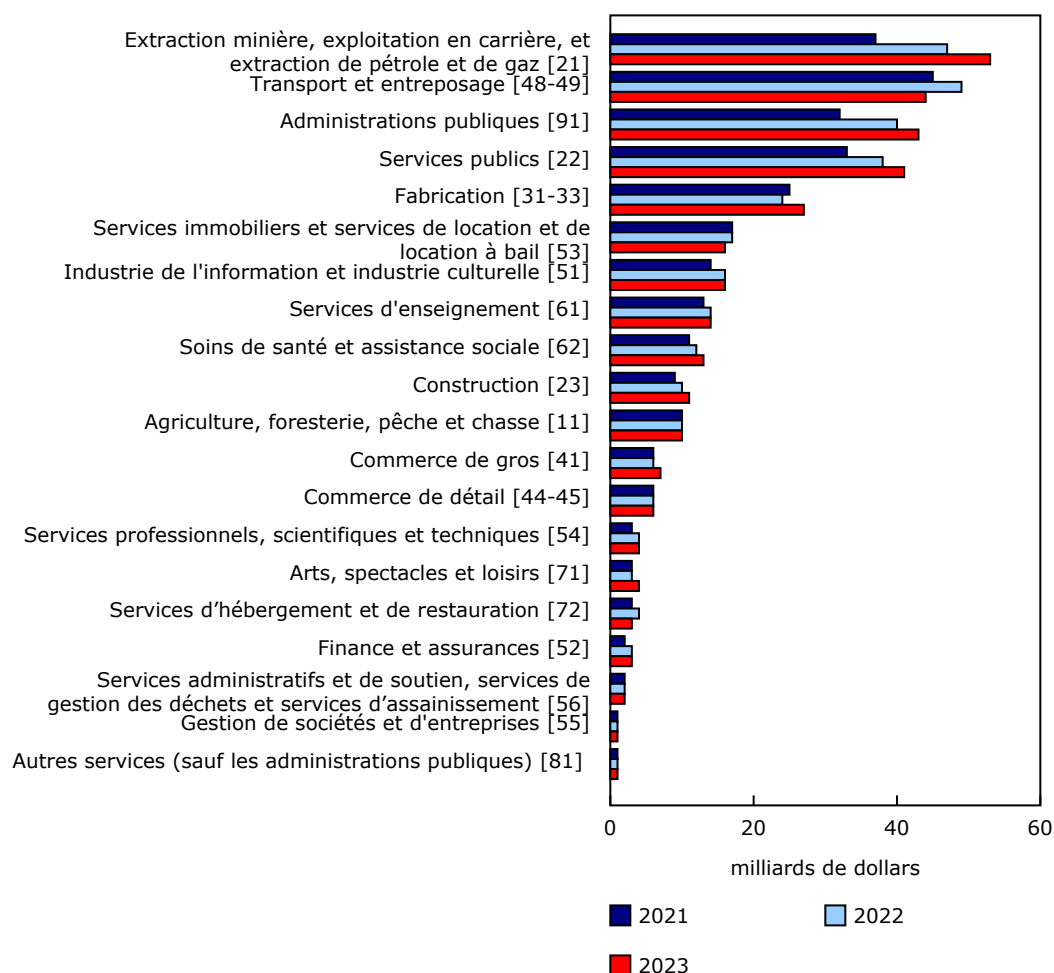
En 2023, les entreprises et les administrations publiques devraient investir 319,9 milliards de dollars en construction non résidentielle ainsi qu'en matériel et outillage, en hausse de 4,3 % par rapport à 2022. Cette progression fait suite à deux années de croissance à deux chiffres (11,7 % en 2022 et 10,3 % en 2021).

Les données figurant dans le présent communiqué sont exprimées en dollars courants, mais lorsqu'on les convertit en dollars constants afin d'éliminer l'effet de la croissance des prix, la croissance annuelle des dépenses en immobilisations non résidentielles était de 5,3 % en 2022 et de 6,4 % en 2021.

Alors que le secteur public représentait plus de la moitié de l'augmentation de 32,1 milliards de dollars observée en 2022, on s'attend à ce que le secteur privé soit la source principale de la croissance en 2023 et qu'il affiche une hausse de 5,2 % pour se chiffrer à 200,5 milliards de dollars. La croissance des dépenses en immobilisations dans le secteur public devrait ralentir pour se situer à 2,7 % en 2023.



Graphique 1
Dépenses en immobilisations, actifs corporels non résidentiels, selon le secteur industriel



Source(s) : Tableau 34-10-0035-01.

Le secteur de l'extraction minière, de l'exploitation en carrière, et de l'extraction de pétrole et de gaz affiche la croissance la plus marquée en dépenses en immobilisations

Une hausse de 13,7 % des intentions de dépenses, pour atteindre 52,9 milliards de dollars, devrait ramener le secteur de l'extraction minière, de l'exploitation en carrière, et de l'extraction de pétrole et de gaz au premier rang en ce qui concerne les dépenses en immobilisations en 2023.

Les dépenses en immobilisations liées à la construction non résidentielle ainsi qu'au matériel et à l'outillage dans le sous-secteur de l'extraction de pétrole et de gaz devraient atteindre 35,1 milliards de dollars en 2023, légèrement en hausse par rapport aux 33,9 milliards de dollars enregistrés en 2019, avant les fortes baisses entraînées par la pandémie de COVID-19 en 2020.

Parallèlement, en 2023, les sociétés minières devraient investir 15,8 milliards de dollars en construction et en matériel et outillage, en hausse de 20,7 % par rapport à 2022. Il s'agit de 4,9 milliards de dollars, ou 45,5 %, de plus que le niveau atteint en 2019, avant la pandémie. Des investissements importants en extraction de potasse

sont le principal facteur à l'origine de la hausse. En 2021, l'entreprise BHP a approuvé un budget de 7,5 milliards de dollars en dépenses en immobilisations pour la phase 1 du projet de mine de potasse Jansen en Saskatchewan, où la production devrait débuter à la fin de 2026.

Les activités de soutien à l'extraction minière, pétrolière et gazière complètent le tableau du secteur, avec 2,0 milliards de dollars de dépenses en 2023.

Hausse des dépenses en immobilisations pour le secteur de la fabrication en 2023

À la suite d'une légère baisse en 2022, les dépenses en immobilisations dans le secteur de la fabrication devraient croître de 12,6 % en 2023 pour se chiffrer à 27,2 milliards de dollars.

Les investissements dans le sous-secteur de la fabrication de produits chimiques (+715,8 millions de dollars ou +23,9 %) devraient afficher une reprise en 2023, bien que cette hausse ne contrebalancerait pas entièrement la baisse de 34,1 % enregistrée en 2022 en raison de la réduction progressive et de l'achèvement de grands projets.

Des augmentations marquées sont attendues dans plusieurs autres sous-secteurs en 2023, à savoir ceux de la fabrication de produits du pétrole et du charbon (+597,1 millions de dollars ou +35,2 %), de la première transformation des métaux (+515,1 millions de dollars ou +20,0 %) et de la fabrication du papier (+478,8 millions de dollars ou +44,9 %). Parmi les annonces de projets importants en 2023, on compte un investissement de 737 millions de dollars par Rio Tinto Fer et Titane pour la décarbonisation de ses activités au Québec, et une nouvelle installation de production de diesel renouvelable de 720 millions de dollars par la Compagnie Pétrolière Impériale en Alberta.

Bien que le sous-secteur de la fabrication de matériel de transport continue de contribuer le plus aux dépenses en immobilisations du secteur de la fabrication au Canada, les investissements dans le sous-secteur devraient baisser de 6,1 % par rapport à 2022 en 2023 pour se chiffrer à 5,3 milliards de dollars, en raison de l'achèvement de projets importants. General Motors a rouvert son usine de montage à Oshawa en novembre 2021 et a lancé la production des fourgonnettes de livraison électriques BrightDrop à son usine de montage CAMI en décembre 2022. De plus, Honda a lancé la production du Honda CR-V 2023 hybride en septembre 2022.

Néanmoins, de grands projets continuent d'être annoncés dans le sous-secteur de la fabrication de matériel de transport. En 2022, Stellantis a annoncé un investissement de 3,6 milliards de dollars pour des installations de montage de véhicules multiénergie dans ses usines de Windsor et de Brampton, en Ontario. De plus, Stellantis et LG Energy Solution ont annoncé un projet d'usine de production de batteries lithium-ion à grande échelle de 5 milliards de dollars à Windsor, tandis que General Motors et POSCO Chemical ont annoncé un projet d'usine de matériaux actifs de cathodes de 500 millions de dollars à Bécancour, au Québec.

Investissements sans précédent à l'Île-du-Prince-Édouard, en Nouvelle-Écosse, au Québec et en Ontario en 2023

Les dépenses en immobilisations devraient augmenter pour atteindre des sommets sans précédent à l'Île-du-Prince-Édouard en 2023, tant dans le secteur privé (558,0 millions de dollars) que dans le secteur public (531,4 millions de dollars). Selon les estimations de la population trimestrielles de Statistique Canada, l'Île-du-Prince-Édouard affichait le taux de croissance annuel le plus élevé parmi les provinces en 2022 et en 2021.

En Nouvelle-Écosse, les dépenses en immobilisations devraient se chiffrer à 5,1 milliards de dollars en 2022 ainsi qu'en 2023. Les dépenses en construction du secteur des administrations publiques ont fortement augmenté en 2022 (+30,4 %), des budgets d'immobilisations sans précédent ayant été approuvés par la province et par la municipalité régionale de Halifax.

En septembre 2022, l'ouragan Fiona a causé d'importants dommages dans le Canada atlantique et les efforts de reconstruction devraient accroître les activités de construction en 2023. Cependant, certains projets pourraient être retardés en raison de l'augmentation du coût de la construction et de la pénurie de main-d'œuvre.

Au Québec, on s'attend à ce que les dépenses augmentent de 10,3 % pour atteindre 59,1 milliards de dollars, le secteur de la fabrication (+1,6 milliard de dollars) envisageant d'afficher la plus forte augmentation parmi l'ensemble des secteurs en raison de projets majeurs prévus ou en cours de réalisation dans les sous-secteurs de la première transformation des métaux, de la fabrication de produits chimiques et de la fabrication de matériel de transport. Une augmentation des dépenses est aussi prévue dans le secteur des services publics (+20,2 %) et dans celui des administrations publiques (+13,1 %).

Depuis que les dépenses en immobilisations non résidentielles ont crû de 18,6 % en 2018, passant de 69,1 milliards de dollars en 2017 à 81,9 milliards de dollars, les dépenses sont demeurées élevées en Ontario. Après avoir progressé de 11,2 % en 2021 et de 8,4 % en 2022, les investissements devraient croître davantage (+4,6 % pour atteindre 102,0 milliards de dollars en 2023). Le secteur des services publics représenterait plus d'un tiers de l'augmentation, en raison de la poursuite des travaux majeurs pour la remise à neuf de centrales nucléaires.

Plusieurs projets importants au Québec et en Ontario en lien avec la chaîne de valeur des minéraux critiques ont été annoncés au cours des dernières années. La Stratégie canadienne sur les minéraux critiques vise à stimuler l'offre intérieure de technologies propres, y compris les véhicules électriques, les éoliennes et les batteries de pointe.

Parmi les provinces et les territoires en 2023, la Saskatchewan devrait se classer au deuxième rang des plus importantes croissances en pourcentage d'une année à l'autre (+21,5 %) et au troisième rang des plus fortes augmentations en dollars (+3,1 milliards de dollars). L'augmentation de la demande de potasse en provenance de la Saskatchewan qui est attribuable aux sanctions imposées à la Russie et au Bélarus, les deuxième et troisième plus importants producteurs après le Canada, a accéléré les investissements considérables dans l'industrie. De plus, la Saskatchewan devrait bénéficier d'une augmentation des dépenses dans le sous-secteur de l'extraction de pétrole et de gaz (+16,3 %) ainsi que dans le secteur de la fabrication (+32,4 %), grâce aux importants projets d'usines de transformation du canola.

La Colombie-Britannique est la seule province où une baisse importante des dépenses en immobilisations est prévue en 2023 (-1,7 milliard de dollars ou -3,3 %), en raison de l'achèvement de la construction du gazoduc Coastal GasLink, du terminal d'exportation de LNG Canada et du projet d'agrandissement du réseau de Trans Mountain. Cela dit, en 2022, les investissements ont atteint un sommet de 51,6 milliards de dollars en Colombie-Britannique, en hausse de 13,7 % par rapport à 2021.

Tableau 1
Dépenses en immobilisations, construction non résidentielle et matériel et outillage, selon la province ou le territoire

	2020	2021	2022	2023	2022 à 2023
	millions de dollars				variation en %
Canada	248 897,2	274 656,2	306 771,1	319 910,6	4,3
Construction non résidentielle	163 305,7	178 581,7	201 151,8	208 780,5	3,8
Matériel et outillage	85 591,5	96 074,5	105 619,3	111 130,1	5,2
Terre-Neuve-et-Labrador	5 197,2	4 720,1	4 954,7	5 307,4	7,1
Construction non résidentielle	4 150,5	3 583,7	3 785,1	4 151,6	9,7
Matériel et outillage	1 046,7	1 136,4	1 169,6	1 155,8	-1,2
Île-du-Prince-Édouard	738,6	880,3	1 060,2	1 089,4	2,8
Construction non résidentielle	434,3	538,0	663,5	715,6	7,9
Matériel et outillage	304,3	342,3	396,7	373,8	-5,8
Nouvelle-Écosse	3 871,0	4 238,9	5 135,1	5 057,5	-1,5
Construction non résidentielle	2 247,8	2 434,2	3 102,3	3 144,7	1,4
Matériel et outillage	1 623,3	1 804,7	2 032,8	1 912,8	-5,9
Nouveau-Brunswick	3 825,2	3 951,4	4 342,9	4 445,8	2,4
Construction non résidentielle	2 245,6	2 066,0	2 403,3	2 419,3	0,7
Matériel et outillage	1 579,5	1 885,4	1 939,6	2 026,5	4,5
Québec	43 172,1	47 999,7	53 550,5	59 086,9	10,3
Construction non résidentielle	27 614,8	29 897,0	33 671,1	38 519,4	14,4
Matériel et outillage	15 557,3	18 102,7	19 879,4	20 567,5	3,5
Ontario	80 863,0	89 959,7	97 511,9	102 016,4	4,6
Construction non résidentielle	48 020,1	51 638,4	56 965,6	59 934,4	5,2
Matériel et outillage	32 842,9	38 321,3	40 546,2	42 082,1	3,8
Manitoba	7 944,4	7 668,1	8 140,0	8 703,1	6,9
Construction non résidentielle	5 011,0	4 378,2	4 770,8	5 169,9	8,4
Matériel et outillage	2 933,4	3 289,9	3 369,2	3 533,2	4,9
Saskatchewan	12 022,5	11 928,5	14 276,2	17 341,2	21,5
Construction non résidentielle	7 922,6	7 385,8	9 126,8	11 347,4	24,3
Matériel et outillage	4 099,9	4 542,7	5 149,4	5 993,8	16,4
Alberta	48 641,3	55 796,8	63 603,3	64 013,1	0,6
Construction non résidentielle	33 998,1	41 471,6	45 618,3	44 392,9	-2,7
Matériel et outillage	14 643,2	14 325,2	17 985,1	19 620,1	9,1
Colombie-Britannique	40 874,1	45 413,5	51 620,3	49 930,7	-3,3
Construction non résidentielle	30 348,6	33 658,4	38 999,0	36 624,3	-6,1
Matériel et outillage	10 525,6	11 755,1	12 621,3	13 306,4	5,4
Yukon	351,6	441,1	735,4	728,8	-0,9
Construction non résidentielle	253,2	312,8	569,9	560,1	-1,7
Matériel et outillage	98,4	128,3	165,4	168,6	1,9
Territoires du Nord-Ouest	470,0	559,6	875,4	942,7	7,7
Construction non résidentielle	347,7	424,8	699,9	794,1	13,5
Matériel et outillage	122,3	134,8	175,5	148,7	-15,3
Nunavut	926,2	1 098,4	965,1	1 247,6	29,3
Construction non résidentielle	711,5	792,7	776,1	1 006,8	29,7
Matériel et outillage	214,7	305,7	189,0	240,8	27,4

Note(s) : Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre aux totaux.

Source(s) : Tableau 34-10-0035-01.

Les dépenses en immobilisations dans les infrastructures canadiennes augmentent de 5,6 % en 2021

Les dépenses en immobilisations dans les actifs d'infrastructure, y compris les logements sociaux et abordables, ont augmenté de 5,7 milliards de dollars pour se situer à 108,1 milliards de dollars en 2021, et 13 des 16 fonctions d'infrastructure ont affiché des hausses. Au cours de la même année, des baisses ont été enregistrées dans le transport routier (-5,5 %), la gestion des eaux usées (-5,4 %) et la gestion de l'alimentation en eau (-6,1 %).

Les dépenses en immobilisation dans les actifs d'infrastructure sont estimées selon la fonction qu'elles supportent (voir le graphique 2). La publication « [Sources et méthodes : investissement en immobilisations dans les infrastructures](#) » fournit plus de renseignements sur les actifs et les fonctions qui sont compris.

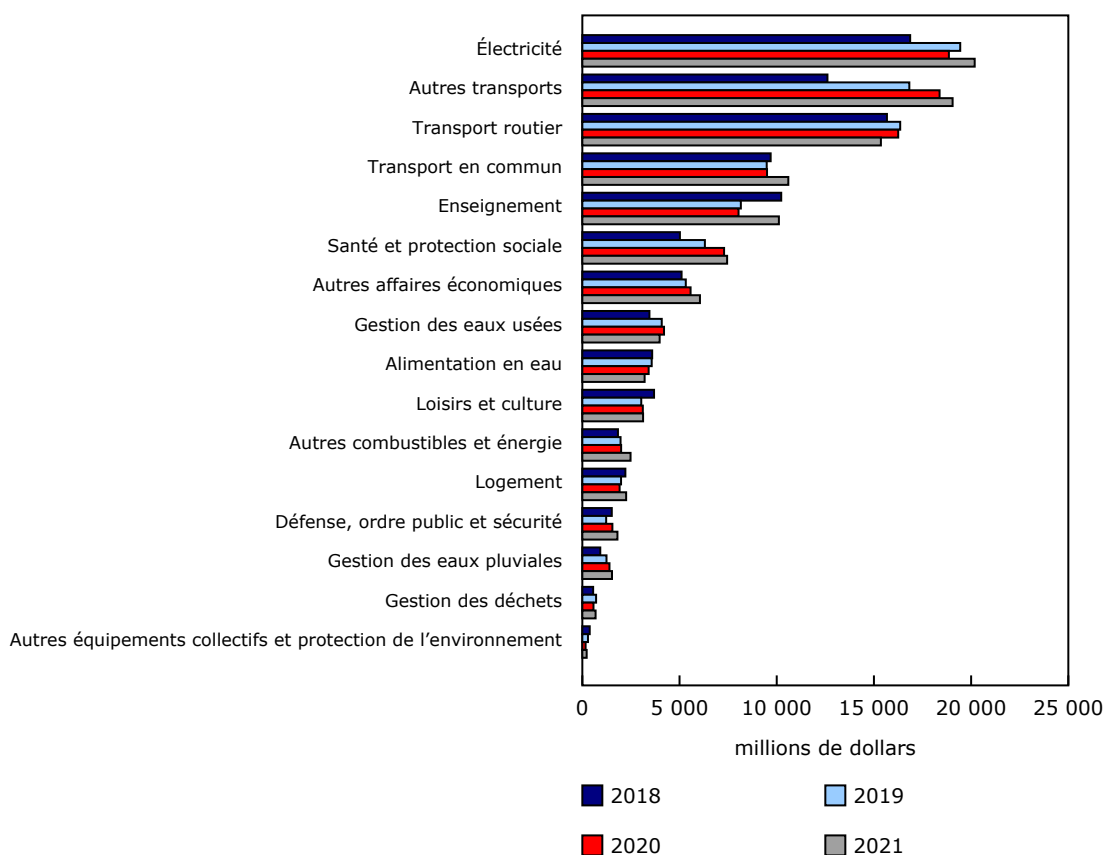
Chaque année depuis le début de la série en 2018, l'électricité a reçu le plus d'investissements par rapport à toutes les autres fonctions. En 2021, les dépenses en immobilisations en lien avec l'électricité ont augmenté de 7,0 % pour atteindre 20,2 milliards de dollars, le Québec, l'Ontario, l'Alberta et la Colombie-Britannique ayant tous d'importants projets de construction en cours.

Les autres transports (aérien, ferroviaire, maritime et par pipelines) ont affiché le deuxième niveau de dépenses en immobilisations en importance chaque année depuis 2019, et ont augmenté de 3,6 % pour atteindre 19,0 milliards de dollars en 2021. Une grande majorité (80,7 %) de ces dépenses ont été engagées en Alberta et en Colombie-Britannique.

Les dépenses d'investissement dans la fonction « autres équipements collectifs et protection de l'environnement » ont augmenté fortement (+32,2 %), les travaux d'assainissement de l'ancienne mine Giant dans les Territoires du Nord-Ouest ayant été lancés.

Les investissements dans les infrastructures ont augmenté dans les trois territoires en 2021. Au Yukon (23,1 %) et au Nunavut (39,4 %), les principales fonctions ayant contribué à l'augmentation ont été la défense, l'ordre public et la sécurité, ainsi que le logement social et abordable. Le Centre correctionnel et de ressourcement Aaqqigiarvik à Iqaluit a ouvert ses portes en septembre 2021.

Graphique 2 Dépenses en immobilisations, actifs d'infrastructure, selon la fonction



Source(s) : Tableau [34-10-0280-01](#).

Note aux lecteurs

L'Enquête sur les dépenses en immobilisations et réparations est fondée sur une enquête par sondage réalisée auprès de 27 000 entreprises, gouvernements et institutions. L'enquête sur les estimations provisoires pour 2022 et les perspectives pour 2023 a été menée de septembre 2022 à janvier 2023.

Les données du présent communiqué sont exprimées en dollars courants.

Le secteur public comprend les gouvernements et les entreprises où le gouvernement exerce un contrôle effectif ou détient au moins 50 % des droits de vote.

L'infrastructure désigne les systèmes et les structures physiques qui soutiennent la production de biens et de services, la fourniture de ces biens et services aux gouvernements, aux entreprises et aux citoyens ainsi que leur utilisation par ceux-ci. Le produit « Sources et méthodes : investissement en immobilisations dans les infrastructures » présente un sommaire des concepts et contient des renseignements sur la comparabilité avec d'autres sources de données.

Visitez le portail [Statistiques sur la construction](#) et le portail [Statistiques sur l'infrastructure](#) pour accéder, en un seul endroit pratique, aux données, aux publications et aux outils interactifs liés à la construction et à l'infrastructure.

Tableaux de données en temps réel

Les tableaux de données en temps réel 34-10-0278-01 et 34-10-0279-01 seront mis à jour le 2 mars 2023.

Tableaux disponibles : [34-10-0035-01](#) à [34-10-0040-01](#) , [34-10-0063-01](#) et [34-10-0280-01](#) à [34-10-0282-01](#) .

Définitions, source de données et méthodes : numéro d'enquête [2803](#).

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca), ou communiquez avec les Relations avec les médias (statcan.mediahotline-ligneinfomedias.statcan@statcan.gc.ca).